



Organisation des Nations Unies pour  
l'éducation, la science et la culture



Le bulletin d'information  
du Secteur de l'éducation  
de l'UNESCO

# L'éducation AUJOURD'HUI

## LE GRAND ESSOR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

### AU SOMMAIRE

#### APPRENTISSAGES



Des formations pour les jeunes  
de la Barbade, p. 3

#### DOSSIER



La société civile au secours  
de l'éducation, p. 4

#### EDUCATION POUR TOUS



La Semaine de l'EPT  
dans le monde, p. 8

#### EN BREF



La pénurie mondiale  
d'enseignants, p. 10

En quelques années, les organisations non gouvernementales se sont positionnées comme des partenaires incontournables du mouvement de l'Éducation pour tous. Le point dans notre dossier.

### EDITO

On le sait depuis longtemps : pour réussir, le mouvement de l'Éducation pour tous (EPT) a besoin du soutien des décideurs politiques et d'un bon usage des compétences disponibles au plan local, national et international. C'est souvent que nous nous interrogeons sur les mesures que devraient prendre les gouvernements et les donateurs pour que chaque enfant, chaque femme, chaque homme puisse avoir accès à l'éducation d'ici à 2015.

Ce numéro de *L'éducation aujourd'hui* examine une autre inconnue cruciale de l'équation de l'EPT : le rôle de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG). Le Cadre d'action signé à Dakar ne s'est-il pas engagé, en effet, à « faire en sorte que la société civile s'investisse activement dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi de stratégies de développement de l'éducation » ?

Depuis six ans, nous avons vu les groupes les plus divers – des ONG aux syndicats d'enseignants, des associations de femmes et de parents aux organisations de type confessionnel – former des coalitions nationales et internationales inédites pour défendre ensemble le droit à l'éducation pour tous. Nous les avons vu s'exercer au suivi des progrès, participer au débat sur les politiques, proposer d'autres formules d'apprentissages et ouvrir des perspectives nouvelles pour l'éducation et le développement.

Dans de nombreux pays, selon une évaluation récente, « l'UNESCO a pris l'initiative d'encourager le rôle de [la société civile] et des ONG au sein du processus de planification de l'EPT, n'hésitant pas, souvent, à appuyer et à prendre en charge financièrement leur participation aux consultations ». Or, pour que les communautés partout dans le monde puissent participer à la gouvernance et à la gestion de l'éducation, l'UNESCO et ses partenaires ont besoin d'informations sur ce que les ONG savent faire, de façon à pouvoir les accompagner dans cette tâche.

L'UNESCO se doit de soutenir les ONG en leur fournissant une information complète dans les meilleurs délais. Et de saluer les efforts exceptionnels – et souvent coûteux – auxquels elles consentent pour prendre part à nos débats et participer à nos conférences.

Le dramaturge norvégien Henrik Ibsen l'a dit un jour : « Une communauté, c'est comme un navire : tout le monde devrait apprendre à tenir la barre ». Sur le navire de l'EPT, l'UNESCO et la société civile sont ensemble à la barre, tout comme les autres partenaires de l'Éducation pour tous.

Peter Smith  
Sous-Directeur général pour l'éducation

# Oublier les abécédaires

Les Indiens apprennent à lire et à écrire grâce aux nouvelles technologies

**N**ous sommes dans un centre d'apprentissage communautaire de Madurai, dans l'état indien du Tamil Nadu. Une grand-mère prénommée Anu attend, la main crispée sur un CD-Rom. Les visiteurs se pressent pour assister à un atelier organisé dans le cadre du projet d'alphabétisation par les TIC – les technologies de l'information et de la communication – de l'UNESCO.

Dans quelques minutes, ce sera au tour d'Anu de prendre la parole. Elle doit présenter ce qu'elle a appris pendant son cours d'alphabétisation au centre. Elle insère calmement son CD-Rom dans l'ordinateur et montre au public comment elle est capable de lire et écrire dans sa langue.

Puis les autres élèves – des adolescents aux personnes du troisième âge comme Anu, qui a 65 ans – viennent ensuite, chacun leur tour et les yeux brillants, présenter ce qu'ils ont appris.

Hameed A. Hakeem est présent lui aussi. Chef du Programme Asie-Pacifique d'Éducation pour tous (APPEAL) au Bureau de l'UNESCO à Bangkok, il sait le prix qu'il a fallu payer pour faire progresser l'alphabétisation dans le monde. « Quand le succès



Les apprenants utilisent l'ordinateur pour construire leurs compétences

n'est pas au rendez-vous, bien souvent, c'est qu'il faut améliorer le mode de transmission et les matériels d'apprentissage. Les TIC peuvent y contribuer. »

« Voici un bon exemple de la manière dont les TIC et le multimédia peuvent être utilisés pour attirer et autonomiser les apprenants, et donner un nouveau souffle à l'éducation non formelle », ajoute-t-il.

## Créer du contenu local

Le programme dont bénéficie Anu diffère radicalement de ceux qui ont habituellement cours dans les centres d'apprentissage de l'Inde. Au lieu de recourir aux abécédaires classiques – trop souvent détachés des besoins de l'apprenant –, Anu et ses camarades créent leurs propres contenus à l'aide d'un appareil photo numérique et d'autres outils à base de TIC.

Cette personnalisation favorise le processus d'apprentissage et entretient la motivation de l'apprenant. Et, ce qui n'est pas négligeable, l'apprentissage se fait dans la langue maternelle.

Anu est tout émoustillée d'être à la fois capable de lire et de jongler avec les nouvelles technologies. « Je peux lire la destination des autobus et rendre visite à mes proches par mes propres moyens, jubile-t-elle. Je compte l'argent que je gagne à la ferme et tiens moi-même mes comptes.

Et je sais même accéder à l'Internet ! », complète-t-elle fièrement.

Elle reconnaît que l'alphabétisation lui a ouvert les yeux sur ce qui se passe dans son village et dans le monde extérieur. Ses nouvelles compétences lui ont aussi permis de continuer de se sentir utile malgré son âge, puisqu'elle peut désormais lire une ordonnance et autres documents administratifs pour les membres de sa famille.

Quant aux plus jeunes, ils profitent de leurs savoirs tout neufs de mille façons, du déchiffrement des sous-titres tamouls des films en hindi au surf sur Internet. Certains s'inscrivent à des cours de gestion en vue de monter une petite entreprise.

## Des solutions qui durent

Avec quatre autres centres indiens, le centre d'apprentissage communautaire d'Anu fait partie d'un projet d'application des TIC aux programmes d'éducation non formelle, géré par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok et doté d'un budget de 20 000 dollars EU. Les dépenses couvrent pour l'essentiel les appareils photos numériques et le matériel informatique (avec modem, téléphone, imprimante, logiciel et écran tactile) pour un coût avoisinant 350 et 2 000 dollars EU respectivement.

Mais le programme ne s'arrête pas à l'éducation non formelle : c'est un ensemble de projets complémentaires où un savant choix de TIC sert à améliorer l'impact et la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage quel que soit le contexte. Avec l'UNESCO, les cinq centres réfléchissent maintenant à des stratégies de durabilité répondant aux besoins des villages, pour l'après-programme.

« Il faut utiliser les TIC de manière intelligente, sinon, ce serait gâcher des ressources. Et elles sont rares », rappelle Cedric Wachholz depuis UNESCO Bangkok.

E-mail : [appeal@unesco.org](mailto:appeal@unesco.org)

Internet : [www.unesco.org/education/ict](http://www.unesco.org/education/ict)

## Un apprentissage adapté à mes besoins

Anu a commencé l'apprentissage de la lecture en apprenant à se servir d'un appareil photo numérique. Elle a tout photographié autour d'elle : les gens et les objets, y compris ses petits-enfants et l'intérieur de sa maison.

Au cours suivant, Anu a appris à classer ses clichés sous forme de diaporama et à les sauvegarder sur CD-Rom, grâce aux ordinateurs du centre d'apprentissage communautaire dont elle dépend. Puis, avec l'aide d'un éducateur, elle a associé à chaque photo une lettre de l'alphabet tamoul, la lettre « A », comme Anu, correspondant par exemple à une photo la représentant.

Les diapos deviennent ainsi le support du cours. Et une fois imprimées, elles permettent à Anu de poursuivre son apprentissage hors de la salle de classe.

# Des professions pour **jeunes défavorisés**

A la Barbade, un projet de l'UNESCO s'appuie sur les partenariats et l'appropriation communautaire

**S**a fille de 3 semaines dans les bras, Michelle, 19 ans, prête l'oreille à une conférence sur les textiles dans une église surchauffée du quartier chaud de Bridgetown, la capitale de la Barbade. Elle est au quatrième jour d'une formation de six mois de préparation à l'emploi.

Michelle sait pourquoi elle est là. « Je veux donner une vie meilleure à mon bébé », chuchote-t-elle. Son parcours ne diffère guère de celui des 14 autres filles et du seul garçon assis autour de la table. Tous ont de 17 à 29 ans, n'ont pas achevé leurs études et vivent dans le quartier défavorisé de Nelson Street, à un jet de pierre des belles plages de sable blanc de la ville. Un quartier de 1 200 habitants où la drogue, la violence, les vols en tous genres, la prostitution et les mauvais traitements forment le lot quotidien. Et où les premières victimes sont les filles, souvent mères célibataires.

Pour changer de vie, Michelle et les autres ont rejoint un programme financé par l'UNESCO et l'Union européenne, qui cherche à réaliser le développement durable grâce à l'éducation non formelle. Avec deux objectifs : promouvoir l'accès aux revenus tout en luttant contre la toxicomanie et le VIH/sida.

## Trois parcours différents

« Au départ, il y avait beaucoup de scepticisme », se souvient Rodney Grant, directeur du Pinelands Creative Workshop, l'ONG chargée de mettre en oeuvre ce programme de 200 000 dollars EU : au scepticisme des paroissiens qui ont finalement accepté de prêter leur église s'ajoutait celui des habitants du quartier, las des promesses non tenues. « Mais l'UNESCO ayant honoré la sienne, un plus grand nombre de gens ont été encouragés à participer », reconnaît-il.

« Le projet offre une seconde chance à ceux qui n'ont eu droit ni à l'éducation ni au développement personnel », souligne Mehboob Dada, coordonnateur du programme à l'UNESCO.

Trois types de formation sont disponibles. Celle que suit Michelle vise à aider les participants à décrocher un travail. Elle reçoit des conseils professionnels et s'initie aux techniques de la recherche d'emploi et à

l'informatique, sans oublier les cours de cuisine et d'entretien domestique. « Je les aide à se projeter hors de leur vie quotidienne », explique Colette, la styliste chargée de cette formation. « Ils ont du mal à se concentrer, aussi je les bombarde de questions : ils veulent avant tout être vus et entendus. »

Une deuxième formation porte sur l'entrepreneuriat. Les participants apprennent à rédiger un projet commercial et font connaissance avec la législation, le marketing, les budgets. Ils reçoivent une aide, de 500 à 3 000 dollars EU, pour monter ou développer un petit commerce – débit de boissons, vente de fruits ou de plats cuisinés.

La troisième formation, axée sur l'apprentissage d'un métier, remporte un franc succès auprès des jeunes hommes qui s'initient à la plomberie, à la pose de carrelage ou à l'électricité. « Mais il faut aller les chercher là où ils sont et les former sur place », signale Rodney Grant. « Ils ont peur d'afficher leur analphabétisme aux cours donnés dans la salle paroissiale. »

Point commun à toutes ces formations : une éducation à la prévention du VIH et du sida. « Les questions fusent sur des sujets que nous pensions maîtrisés. Par exemple : comment se servir du préservatif ! », constate le révérend Hughson Inniss, juge

de paix et responsable du programme contre le VIH et le sida.

Mehboob Dada le souligne : la création de partenariats et l'appropriation de la communauté sont la clé de la réussite du projet. Le secteur privé apporte aussi sa part, organisant des foires de l'emploi, facilitant le recrutement et offrant des formations professionnelles en poste.

## Une « success story » qui fait des émules

Michelle est de la deuxième fournée de participants au programme. Dans le premier groupe de 14 participants, quelques uns ont fait défaillance ou sont retombés dans la spirale de la drogue, mais la majeure partie a pu monter ou agrandir un commerce. Coleen Paul, une femme de 54 ans qui cuisine des « rôtis », le taco antillais, est la vedette du projet : avant, elle vendait 5 rôtis par jour, aujourd'hui sa production est montée à 150 ! Elle vend à ses voisins et même au supermarché local. « Je suis ravie », dit-elle avec le sourire.

Michelle, elle, rêve de devenir femme de ménage. Le cours d'aujourd'hui va d'ailleurs dans ce sens : elle a appris à repasser.

Contact : Mehboob Dada, UNESCO Paris  
E-mail : [m.dada@unesco.org](mailto:m.dada@unesco.org)

## Un héros local

« Le gros problème ici, c'est le manque de confiance en soi », commente Jerry « Streaker » Yearwood en saluant un groupe de jeunes traînant sur Nelson Street. Il connaît le quartier comme sa poche et son rôle de recruteur pour le programme financé par l'UNESCO et l'Union européenne l'a rendu célèbre.

La quarantaine, Jerry arbore les chaînes en or et le chapeau rasta. Il se considère comme un héros : « J'ai quitté l'école tout gamin, j'ai fait les quatre cents coups et j'ai eu cinq enfants de femmes différentes », raconte-t-il. Puis un jour, il a décidé de se ranger. Il possède maintenant une boutique et ses enfants sont scolarisés dans de bons établissements. « J'ai ramé comme les autres, mais j'ai montré que quand on veut, on peut s'en sortir », conclut-il.



© Anne Müller / UNESCO

# Le grand essor de la

Les organisations non gouvernementales occupent aujourd'hui une place décisive en tant

**A** la veille du Forum mondial sur l'éducation de 2000, à Dakar, l'humeur de la communauté des ONG était clairement à la frustration. Alors qu'une conférence similaire, dix ans plus tôt, avait fait de l'enseignement universel la grande priorité, des indicateurs clés comme l'alphabétisation, l'égalité entre les sexes ou la scolarisation n'avaient pas connu la poussée espérée. L'aide multilatérale avait décliné. Et bien des groupes locaux qui espéraient participer plus activement à la prise de décisions s'étaient vu refuser l'accès des réunions officielles.

Le Forum s'affirma néanmoins comme un tournant dans la participation de la société civile à l'élan général en faveur de l'éducation pour tous – enfants, jeunes et adultes.

« Il y a eu un avant et un après Dakar » juge Kailash Satyarthi, éminent activiste présent au Forum.

« Supplique d'une mère » de Pepe Agost (Espagne).

L'artiste a réalisé cette œuvre dans le cadre de la campagne « Envoyez mon ami(e) à l'école » de la Semaine de l'EPT 2005. Plus de 3,5 millions d'« amis » ont été découpés et présentés aux décideurs politiques, en leur demandant d'« éduquer pour mettre fin à la pauvreté ». C'est la Campagne mondiale pour l'éducation, une coalition de plus de 400 ONG, qui est à l'origine de cette initiative avec le soutien de l'UNESCO.

« Pas seulement pour la société civile engagée dans l'initiative de l'Éducation pour tous, mais aussi pour le mouvement lui-même. »

Les portes furent ouvertes à tous les mécontents. Les activistes de l'éducation purent faire entendre leur voix et décrocher des amendements cruciaux à la déclaration finale.

« Nous voulions lancer un message clair et fort, étayé par un financement réel et des incitations qui décideraient les gouvernements à agir », commente Kevin Watkins, ancien responsable d'Oxfam qui batailla pour l'intégration d'objectifs quantifiables pour la parité entre les sexes d'ici à 2005 et l'enseignement primaire universel d'ici à 2015. « Finalement, nous sommes parvenus à un bon communiqué. »

Cette œuvre d'art fait partie d'une exposition itinérante. Pour plus de détails : [a.saurat@unesco.org](mailto:a.saurat@unesco.org)

# société civile

## qu'acteurs et observateurs du mouvement de l'Éducation pour tous

La réussite des ONG doit beaucoup à la décision que prirent les groupes les plus influents, comme ActionAid International, l'Internationale de l'éducation, la Marche mondiale contre le travail des enfants ou Oxfam, de s'allier pour obtenir voix au chapitre à Dakar.

« La Campagne mondiale pour l'éducation (CME) a donné du poids à l'ensemble de la société civile », renchérit Kailash Satyarthi, aujourd'hui président de ce qui est devenu, selon lui, la plus grande coalition mondiale de la société civile. La réflexion politique, le suivi et la sensibilisation, plus que le travail de terrain, sont au cœur de l'action de ce groupement d'organisations internationales, régionales et nationales représentant des milliers de fédérations d'ONG et de syndicats d'enseignants dans plus de 100 pays.

« Le plus merveilleux, c'est que la mobilisation part de la base », dit-il. Pour preuve, les progrès constants de la Semaine d'action mondiale de la Campagne depuis son lancement en 2001. L'an dernier, cinq millions d'enthousiastes se sont réunis autour du thème « Envoyez mon ami(e) à l'école ». Le cri de ralliement pour 2006 est « Chaque enfant a besoin d'un enseignant » (lire les temps forts pages 8 et 9).

### Une veille active

La CME exerce une veille active, distribuant chaque année un bulletin scolaire, *La cible manquée*, aux pays riches et en développement sur leur engagement en faveur de l'éducation de base. Le plus récent a coiffé d'un bonnet d'âne les trois-quarts des pays d'Asie et du Pacifique et gratifié d'un « peut mieux faire » les pays donateurs, pour avoir majoritairement trahi leurs promesses financières.

Pour Abhimanyu Singh, directeur de la Division de la coordination internationale et du suivi de l'EPT à l'UNESCO, ces publications donnent la mesure des efforts consentis par les ONG pour diffuser les conclusions du Rapport mondial de suivi, ce bilan annuel des progrès de l'EPT commandité par l'UNESCO au nom de la communauté internationale.

## La stratégie ONG de l'UNESCO

La collaboration de l'UNESCO avec la société civile s'applique à tous les niveaux et aspects de l'éducation. Cette coopération vise à :

- faire progresser les connaissances et les bonnes pratiques en matière d'apprentissage ;
- faciliter l'établissement de partenariats et d'un dialogue élargi sur les politiques entre les différentes parties prenantes ;
- encourager la réforme des systèmes et des sociétés dans le sens de la participation et d'un réel changement.

L'UNESCO fait équipe avec les organisations de la société civile à travers deux organes de consultation thématiques : la Consultation collective des ONG sur l'EPT et la CCONG sur l'enseignement supérieur. Elle collabore aussi directement avec les ONG et leurs réseaux.

Les ONG sont des partenaires incontournables dans la conceptualisation et la mise en œuvre des plans d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation et de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Elles ont également participé au lancement de deux initiatives majeures de l'UNESCO : LIFE, sur l'alphabétisation, et EDUSIDA, sur l'éducation et le VIH et le sida.

« Elles entretiennent le débat public voulu par l'UNESCO », note Abhimanyu Singh. Sur l'attitude souvent critique de la CME, il reconnaît : « Nous avons sans doute une vision différente de l'engagement et des progrès des pays. Mais elle n'en est pas moins notre alliée dans les efforts de mobilisation politique et financière à l'appui des six objectifs de l'EPT. »

### Batailler pour s'imposer

Le Cadre d'action de Dakar enjoint les gouvernements d'associer les ONG à la formulation et au suivi des stratégies de l'éducation, via la création de forums de l'EPT aux niveaux national et local.

« La société civile doit entrer en scène dès la phase de planification », martèle Satyarthi. « Nous sommes les seuls à pouvoir donner un point de vue réellement indépendant, critique et constructif du fait de notre compréhension des problèmes, de notre capacité à innover et de notre relation de plain-pied avec les gens. »

L'UNESCO, qui a été chargée d'encadrer ce processus, a publié en 2001 des principes

directeurs détaillés en vue d'établir, dans tous les pays, des comités de consultation et de coordination réunissant une large palette d'acteurs de l'Éducation pour tous. Mais le manque de données rend difficile l'évaluation de l'efficacité réelle de ces forums nationaux.

« Il n'y a pas de collecte systématique de l'information dans ce domaine », constate Sabine Detzel de l'UNESCO. « On a des bribes par-ci par-là, mais toute cette information sur les activités et l'impact des groupes de la société civile n'est regroupée nulle part de telle sorte que nous puissions l'évaluer. »

Les choses commencent pourtant à bouger. En janvier 2006, l'organisation Education for Change a réalisé une évaluation du soutien apporté par l'UNESCO à la planification de l'éducation au niveau national. Or elle suggère que de nouveaux liens se créent entre les gouvernements et les ONG, avec l'appui de l'UNESCO et des partenaires du développement.

Un bémol, pourtant : dans un trop grand nombre de pays concernés par cette étude,



# Le grand essor de la société civile

→ il semble qu'une fois passée l'étape de la consultation, le flou s'installe sur la participation des ONG aux étapes suivantes, ainsi qu'à celles du suivi et de l'évaluation.

Des recherches approfondies menées par l'UNESCO et le Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud (ASPBAE) parviennent à la même conclusion : si dans de nombreux pays, le dialogue s'intensifie avec les instances gouvernementales, cela ne va guère au-delà de la consultation et de l'échange d'information. Le plus souvent, les ONG se voient invitées à participer à des groupes techniques : aux Philippines, on leur a demandé de plancher sur différents sujets – petite enfance, éducation formelle et non formelle, gouvernance et financement – en vue de forger une vision globale. Mais, dit l'étude, dès que les ONG ont touché au cœur du problème, et abordé la question de la réforme des programmes et de la notation, leurs propositions n'ont pas été reflétées dans la version finale du plan national.

Mêmes observations au Bangladesh, où la Campagne pour l'éducation populaire

(CAMPE), le réseau national d'ONG, est parvenue à intégrer la plupart de ses recommandations à la deuxième version du Plan d'action national d'EPT. Mais plus rien sur l'éducation non formelle et la contribution de la société civile dans le plan final.

« Comme aux Philippines, conclut l'étude, la prise en compte de cette requête pouvait entraîner une remise en cause des piliers du système éducatif formel bangladaise, ce qui n'a pas reçu l'agrément des décideurs. »

## Construire des coalitions nationales

Des activistes de l'éducation comme la néo-zélandaise Sandra Lee Morrison, présidente de l'ASPBAE, estime que l'essor des coalitions nationales et régionales soutenant l'éducation partout dans le monde est une indication que leur travail de sensibilisation se poursuit, et commence même à porter ses fruits au niveau national. En se regroupant, les ONG renforcent en effet leur capacité à peser de manière organisée et informée sur les décisions gouvernementales.

« Bien sûr, cela ne suffit pas à enclencher le processus de réforme, mais dans de nombreux pays les groupes de la société civile trouvent ainsi les moyens de poursuivre leur action », insiste Sandra Lee Morrison.

En 2000, à la veille du Forum de Dakar, la région Asie et Pacifique comptait seulement deux coalitions d'ONG de l'éducation selon l'ASPBAE. Elles sont au moins douze aujourd'hui, et des ateliers de formation sont organisés en vue de renforcer leur efficacité (voir l'encadré p. 7 pour plus de détails).

En Amérique latine, des réseaux nationaux sont engagés dans la planification de l'EPT, notamment au Salvador et au Brésil, où les communautés locales s'appliquent à élaborer des indicateurs de la qualité de l'éducation. Le rapport ASPBAE/UNESCO y voit « une rupture radicale avec le schéma traditionnel consistant à tout imposer par le haut, caractéristique du mode de formulation et d'élaboration des politiques du passé ».

En Afrique, comme l'indique Gorgui Sow, coordonnateur du Réseau africain pour la

→

## Consultation collective des ONG sur l'EPT

L'UNESCO a redonné vie à la Consultation collective des ONG sur l'Éducation pour tous (CCONG/EPT), mécanisme clé d'intégration des organisations de la société civile aux activités de suivi du Forum mondial sur l'éducation de 2000. Réseau mondial d'ONG, la CCONG/EPT relie des centaines d'organisations impliquées à tous les niveaux – international, régional et local – dans la poursuite de l'EPT.

« Nous voulons être certains que les voix les plus diverses prennent part à nos débats sur les politiques et les activités qui en découlent, surtout au Sud » note Sabine Detzel, point focal de l'UNESCO pour la CCONG/EPT.

Les représentants de la société civile participent activement aux consultations et aux conférences sur l'EPT organisées par l'UNESCO aux niveaux régional et international, entre autres aux réunions annuelles du Groupe de travail et du

Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous.

L'UNESCO s'emploie actuellement à actualiser la liste des membres de la consultation ainsi que son fichier d'adresses.

Ce réseau vous intéresse ?

Une adresse :

[www.unesco.org/education/efa](http://www.unesco.org/education/efa)

Un contact : [ccngo.efa@unesco.org](mailto:ccngo.efa@unesco.org)

### Le groupe de coordination de l'EPT 2006

Un groupe de coordination de la CCONG est élu. Il se compose de quatre points focaux régionaux et de deux points focaux internationaux, ainsi que d'un représentant du comité de liaison UNESCO-ONG.

#### Points focaux internationaux

■ Internationale de l'éducation (IE)

Internet : [www.ie-ie.org](http://www.ie-ie.org)

■ Office international de l'enseignement catholique (OIEC)

Internet : [www.scolanet.org](http://www.scolanet.org)

#### Points focaux régionaux

■ Réseau africain pour la campagne en faveur de l'Éducation pour tous (ANCEFA)

Internet : [www.ancefa.org](http://www.ancefa.org)

■ Réseau arabe pour l'alphabétisme  
E-mail : [adult\\_education\\_net@hotmail.com](mailto:adult_education_net@hotmail.com)

■ Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud (ASPBAE)

Internet : [www.aspbae.org](http://www.aspbae.org)

■ Conseil latino-américain d'éducation des adultes (CEAAL)

Internet : [www.ceaal.org](http://www.ceaal.org)

→ campagne en faveur de l'Education pour tous (ANCEFA), ce sont vingt-sept campagnes nationales pour l'EPT qui ont vu le jour ces cinq dernières années. Treize d'entre elles ont pris part à des comités ou des forums nationaux sur l'EPT, dit-il, et appliquent un agenda annuel axé sur l'abolition des frais de scolarité et sur des sujets directement liés à la qualité de l'éducation tels que les ratios élèves/enseignant élevés, la piètre qualité des matériels et de l'environnement scolaires, la pénurie d'enseignants qualifiés et l'inégalité des chances pour les filles.

### Vu d'Afrique

Du point de vue de l'Afrique, qui abrite la majorité des 100 millions d'enfants exclus de l'éducation de base, il est clair que les réalisations et l'énergie des groupes de la société civile qui se battent pour l'EPT se heurtent à la réalité des faits.

De nouveaux engagements financiers ont été formulés par les banques de développement international et certains pays donateurs, comme le Royaume-Uni, qui s'est récemment engagé à verser une aide supplémentaire de 15 milliards de dollars sur dix ans à l'appui des initiatives d'enseignement primaire universel (EPU) – l'un des six objectifs de l'EPT. Quant aux ministres africains, ils ont promis en 2005 de consacrer au moins 20 % de leurs budgets nationaux à l'éducation.

Pourtant, l'aide internationale à l'EPU et à l'égalité entre les sexes dans l'éducation est encore à des années lumière des 7 milliards de dollars EU annuels jugés nécessaires pour les réaliser.

« Les chiffres actuels sont un scandale », s'indigne Gorgui Sow. Les cibles fixées en 2000, telles que la parité filles-garçons en 2005, ont déjà été manquées.

« Les coalitions nationales ont obtenu des résultats remarquables en matière d'éducation des filles dans des pays comme le Sénégal ou la Gambie, concède-t-il, mais plus de la moitié des pays africains ont manqué la cible de 2005 : ce n'est donc qu'un demi-succès. »

## Les ONG au service d'une bonne gestion

### Les leaders communautaires apprennent à disséquer les budgets de l'éducation

Former les leaders communautaires à la gestion et à l'analyse budgétaires, voilà qui peut contribuer, pour ActionAid International, à garantir la transparence de l'éducation. L'ONG a donc organisé des ateliers dans 16 pays afin de développer un regard critique sur l'usage qui est fait des budgets de l'éducation.

« Lorsque les gouvernements abolissent les droits de scolarité, comme ce fut le cas au Kenya en 2003, ils doivent augmenter les budgets en conséquence. Sinon, c'est un coup d'épée dans l'eau, note Chike Anyanwu d'ActionAid. D'où l'idée de cette formation. »

Les organisateurs invitent les équipes de gestion scolaire, formées d'enseignants et de parents, à méditer sur leurs budgets personnels, puis à soumettre à la même analyse les budgets éducatifs de la commune ou du district. Les surprises sont parfois de taille : « En fin de journée, les participants commencent à trouver bizarre que les frais de déplacement des autorités locales excèdent les dépenses d'éducation, d'eau et de sanitaires », note Chike Anyanwu.

Ces exercices ont également révélé des discriminations financières dont les femmes sont victimes, lorsque les subventions vont aux établissements privés réservés aux garçons ou que l'on oublie de financer des toilettes pour les filles. D'autres ont découvert, avec émoi, que les contributions parentales à l'école locale servaient à payer les dépenses administratives du district.

Sur l'EPU, qui doit être réalisé d'ici à 2015, il avertit : « Il ne faut pas oublier que si les progrès continuent au rythme actuel, les enfants africains devront encore attendre 150 ans avant de pouvoir franchir les grilles de l'école ».

Sans parler des millions de jeunes et d'adultes qui demeurent exclus de l'éducation et qui, eux aussi, ont droit à une vie meilleure.

### 2015 : l'Education pour tous ?

Pour la société civile, en Afrique comme ailleurs, le défi consistera de plus en plus à combler la distance entre la réalité et les promesses de l'Education pour tous.

Certains s'interrogent sur la valeur des cibles elles-mêmes, craignant qu'une démarche trop axée sur les objectifs ne compromette la crédibilité et la véracité des discours nationaux sur l'EPT quand les pays doivent laisser de côté la qualité pour tenir leurs promesses de scolarisation. D'autres à l'inverse redoutent de voir se dissiper le sentiment d'urgence construit à Dakar, par manque d'objectifs chiffrés.

« L'éducation a besoin d'engagements à long terme, mais il y a tant d'autres priorités qui se disputent les ressources internationales », rappelle Steve Packer, ancien fonctionnaire du ministère britannique du Développement international et ex-rédacteur en chef adjoint du Rapport mondial de suivi.

« On devrait accorder le même degré d'urgence à l'éducation qu'à la lutte contre le VIH/sida, enchaîne Kevin Watkins. On ne peut plus fermer les yeux sur un tel drame. »

Mais le leader de la Campagne mondiale pour l'éducation reste optimiste : « Les gouvernements montrent plus de sérieux. La société civile s'implique davantage. Et à la base, les gens commencent à percevoir vraiment le pouvoir de l'éducation », conclut Kalaish Satyarthi. ●

## Plan d'action Global

L'UNESCO coordonne actuellement un processus de consultation en vue de l'élaboration d'un Plan d'action global (PAG) qui vise à accélérer les

progrès vers l'EPT au niveau international. Le principe est simple : en resserrant leur coordination, les agences d'aide au développement pourront travailler plus efficacement et mieux cibler leur action au niveau national.

« Nous avons déjà manqué le premier objectif, celui de la parité entre les sexes pour 2005, constate Peter Smith, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation. Si nous voulons parvenir à l'EPT d'ici à 2015, nous devons revoir notre programme d'action. »

L'an dernier, le Conseil exécutif de l'UNESCO a demandé au Directeur général de réfléchir, avec les autres agences aux commandes de l'EPT – Banque mondiale, UNICEF,

## Conférence sur l'alphabétisation dans le monde

● **Le lieu** : un déjeuner organisé à New York le 24 avril, pendant la Semaine de l'EPT.

● **L'intervenant** : Mme Laura Bush, ambassadrice honoraire de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation.

● **La bonne nouvelle** : Mme Bush a annoncé qu'elle accueillerait la Conférence de la Maison Blanche sur l'alphabétisation dans le monde à des fins de sensibilisation et d'action, avec une mention spéciale pour les filles et les femmes. Cette conférence de très haut niveau se tiendra le lundi 18 septembre 2006 à New York, et réunira les premières dames et les experts de l'éducation de tous les pays du monde.

« Nous analyserons les programmes d'alphabétisation qui ont fait leurs preuves et fournirons aux pays les informations nécessaires pour qu'ils puissent mettre en œuvre de tels programmes », a déclaré Mme Bush à cette occasion. « La conférence encouragera aussi les leaders mondiaux à promouvoir l'alphabétisation dans leurs pays, et à s'informer sur les moyens de réaliser cet objectif de l'UNESCO d'une Education pour tous d'ici à 2015 », a-t-elle ajouté.

La conférence recevra le concours de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. Chef de file de la Décennie, l'UNESCO apportera aussi l'assistance technique nécessaire pour identifier les bonnes pratiques en alphabétisation ainsi que les critères d'une application efficace des programmes.

## Semaine de l'EPT 2006 : des enseignants, vite !

Du 24 au 30 avril, l'UNESCO et la Campagne mondiale pour l'éducation ont multiplié les manifestations sur le thème « Chaque enfant a besoin d'un enseignant »

Comme chaque année, tout au long de la Semaine, des milliers de participants se sont mobilisés dans le monde entier pour rappeler les gouvernements, les bailleurs de fonds du développement et la communauté internationale à leurs devoirs envers l'éducation. Leur requête ? Qu'il y ait assez d'enseignants dans les écoles pour assurer une éducation de qualité.

Internet :

[www.unesco.org/education/efaweek2006](http://www.unesco.org/education/efaweek2006)  
[www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)

### Afrique du Sud



Les marionnettes Takalani Sesame vont à l'école.

© CME et Action Aid

### Autorité palestinienne



© UNESCO

Conférence sur la Semaine de l'EPT à Ramallah.

### Chili



© UNESCO

Célébration de la Semaine de l'EPT au centre culturel du Palais de la monnaie, siège de la présidence chilienne.

### Brésil



© CME

Le président Luis Inacio Lula da Silva assiste à la « Grande audience » au parlement brésilien.

### Etats-Unis



© UNESCO

Le Sous-Directeur général pour l'éducation, Peter Smith, lance à New York le rapport de l'Institut de statistique de l'UNESCO sur les enseignants.



## Un pays, un plan

PNUD et FNUAP –, à la répartition des rôles, responsabilités et contributions de chacun pour la période 2005-2015. Toutes s'emploient maintenant ensemble à finaliser le PAG pour en faire une plateforme conjointe apte à revigorer les efforts d'EPT.

Le Conseil exécutif de l'UNESCO a examiné le projet en avril 2006. L'Organisation attend désormais un large soutien des chefs des agences dirigeantes, et la reconnaissance du potentiel du PAG par les pays du G8. Cela établi, le Plan offrira un instrument commun et souple de renforcement de la coopération entre les agences multilatérales là où celle-ci compte le plus : au niveau national, en soutien aux plans d'action nationaux des secteurs de l'éducation.

L'UNESCO élabore une nouvelle approche du soutien qu'elle apporte à l'éducation à l'échelon national. « Un pays, un plan », tel est le slogan des Stratégies pour l'appui à l'éducation nationale (UNESS) qu'achève de préparer l'Organisation.

« L'éducation ne vit pas en vase clos », souligne Mohammad Radi de la Division des politiques et stratégies éducatives de l'UNESCO. « Pour que l'UNESCO soit efficace sur le terrain, nous devons nous mettre au diapason de la programmation appliquée par l'ONU dans chaque pays », ajoute-t-il.

En prenant en compte les priorités et les besoins du pays en matière de données, de politiques, de capacités et de financement,

l'UNESS permet de mieux préciser le soutien que peut apporter l'UNESCO au progrès de l'éducation. En tenant compte, également, des contributions des autres partenaires du développement et des avantages et priorités comparatifs de l'UNESCO.

L'UNESCO prépare actuellement avec 12 pays la mise en œuvre des Stratégies. « En commençant par la case départ : l'évaluation de ce qui a déjà été fait », précise Mohammad Radi. « Ce n'est qu'après qu'on peut décider de la stratégie à suivre ». La première mission de l'UNESS a eu lieu au Nigeria en mai dernier. Mais au final, l'exercice s'appliquera à tous les pays concernés par l'action de l'UNESCO.

Contact : uness@unesco.org



### Laura Bush

Ambassadrice honoraire de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

« Nous avons tous le souvenir d'enseignants qui ont marqué notre vie [...]. Ma préférée a été Mme Gnagy, en deuxième année de primaire. Je n'avais qu'un désir : grandir pour pouvoir lui ressembler. Et c'est ainsi que je suis devenue enseignante, puis bibliothécaire. »

Source : Discours prononcé le 24 avril 2006 lors d'un déjeuner marquant la Semaine de l'Education pour tous.

prénom serait Nelson. Pourquoi m'a-t-elle attribué celui-là en particulier, je n'en ai aucune idée. Cela avait peut-être quelque chose à voir avec le grand capitaine Lord Nelson, mais ce n'est qu'une supposition. »

Source : Un long chemin vers la liberté, 1996.



### Koichiro Matsuura

Directeur général de l'UNESCO

« L'enseignant dont je conserve le souvenir le plus ému est M. Matsuzaki, qui fut mon professeur de littérature japonaise pendant mes trois premières années de secondaire à Tokyo.

M. Matsuzaki m'a encouragé à lire, à réfléchir au sens de la vie et aux objectifs que je pouvais me fixer. C'est sur ses conseils que j'ai commencé à écrire sérieusement. Je sais gré à M. Matsuzaki d'avoir éveillé mon amour de la lecture, de m'avoir encouragé à écrire et de m'avoir ouvert de nouvelles perspectives. »

Source : Souvenirs personnels.

## 3 enseignants mémorables



### Nelson Mandela

Prix Nobel de la paix et Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO

« Le premier jour de classe, mon institutrice, Miss Mdingane, nous a donné à chacun un prénom anglais et nous a dit que dorénavant ce serait notre prénom à l'école. [...] Ce jour-là, Miss Mdingane m'a dit que mon nouveau

### Liban



© UNESCO

Une banderole de 2,5 m sur 18 m est apposée sur un pont près du Bureau de l'UNESCO à Beyrouth.

### Mozambique



Nelson Mandela et Graça Machel font campagne.

© David Fish/ActionAid/Mozambique

### Namibie



L'actrice Angelina Jolie plaide en faveur des enseignants.

© CME

### Ouzbékistan



© UNESCO

Les enseignants des écoles de Qarshi participent au forum en ligne 2006 de l'Education pour tous.

### Pakistan



© UNESCO

Marche pour l'EPT à Islamabad.

## L'EPU menacé par la pénurie d'enseignants



Le manque d'enseignants qualifiés pour enseigner aux générations actuelles et à venir atteint aujourd'hui des proportions critiques. Dix-huit millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires d'ici à 2015.

Rares sont les pays épargnés par la pénurie, mais les plus touchés sont les pays en déve-

loppement. Selon le dernier rapport de l'Institut de statistique de l'UNESCO, intitulé *Les enseignants et la qualité de l'éducation : suivi des besoins mondiaux 2015*, la crise est telle que la réalisation de l'objectif d'enseignement primaire universel (EPU) de l'EPT s'en trouve compromise.

« Si nous n'inventons pas de nouvelles solutions, nous pouvons dire adieu à cette génération », déclare Peter Smith, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation. C'est la zone subsaharienne qui souffrira le plus : pour réaliser l'EPU avant 2015, l'Afrique devrait augmenter ses effectifs

actuels de 68 % pour passer de 2,4 à 4 millions d'enseignants (voir ci-dessous).

Les pays qui ont les plus grands besoins sont aussi ceux dont les budgets sont les plus serrés. Beaucoup doivent se rabattre sur des « para-enseignants », moins qualifiés que leurs collègues fonctionnaires, mais aussi moins payés, à 25-50 % de leurs salaires.

Pour lire le rapport [www.uis.unesco.org](http://www.uis.unesco.org)  
 Contact : Amy Otchet, Institut de statistique de l'UNESCO  
 E-mail : [a.otchet@unesco.org](mailto:a.otchet@unesco.org)

## Doper la formation des enseignants en Afrique

La nouvelle Initiative de l'UNESCO pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) a pris son envol dans 17 pays africains. Les coordonnateurs nationaux se sont réunis début mars à Dakar (Sénégal) pour identifier les actions prioritaires et débattre de leur mise en œuvre au niveau national au cours des quatre prochaines années.

Les coordonnateurs nationaux et le personnel de l'UNESCO ont fait le tour des bonnes pratiques et des leçons tirées dans chaque pays en matière de formation des enseignants, et notamment



1<sup>re</sup> phase (2006-2009) :  
17 pays concernés

dans des domaines clés comme le statut et la motivation des personnels, la formation par les TIC ou le renforcement général des établissements de formation. Les coordonnateurs ont pu préciser leurs rôles et responsabilités et dresser un bilan de leur action.

Chacun prépare maintenant un plan d'action national, en collaboration avec l'UNESCO.

TTISSA est un programme décennal (2006-2015) qui vise à améliorer les politiques enseignantes

au niveau national et à renforcer la formation des enseignants dans les 46 pays subsahariens, grâce aux coopérations entre pays et aux niveaux sous-régional et régional. La première vague de pays concernés par cette initiative de 2006 à 2009 regroupe l'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, le Congo, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, Madagascar, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, la Sierra Leone, le Tchad et la Zambie.

Contact : Georges Haddad, UNESCO Paris  
 E-mail : [g.haddad@unesco.org](mailto:g.haddad@unesco.org)  
 Internet : [www.unesco.org/education/TTISSA](http://www.unesco.org/education/TTISSA)

## La Fondation Ricky Martin partenaire de l'UNESCO

L'UNESCO et la Fondation Ricky Martin ont lancé une initiative mondiale pour protéger les enfants de l'exploitation et de la maltraitance. Un accord de partenariat engageant les deux parties à conduire des projets communs visant à promouvoir les droits de l'homme et à combattre la pauvreté et l'exclusion des enfants a été signé le 5 mai à Paris.

Dans un premier temps, ce partenariat permettra de renforcer la campagne de sensibilisation « Navega Protegido », lancée par la fondation et Microsoft pour assurer la sécurité des enfants sur le Net et les protéger de dangers comme la pornographie infantile, la prédation sexuelle ou le vol d'identité. Du matériel de prévention sur les risques de l'Internet sera prochainement distribué aux élèves et aux enseignants du réseau des écoles associées de l'UNESCO en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Un projet spécifique, qui sera bientôt annoncé par le partenariat, sera aussi

développé à Porto Rico, lieu de naissance du chanteur Ricky Martin qui a donné son nom à la fondation. Financé par la fondation, ce projet utilisera la création artistique comme outil de réinsertion. Un projet similaire est conduit avec succès par l'UNESCO au Brésil depuis 2000.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme de l'UNESCO pour l'éducation des enfants en détresse.

Contact : Françoise Pinzon-Gil, UNESCO Paris  
 E-mail : [f.pinzon-gil@unesco.org](mailto:f.pinzon-gil@unesco.org)

## Entrer dans l'ère électronique

L'avènement de l'enseignement primaire universel contribue au redémarrage de l'enseignement secondaire. Mais de nombreuses régions manquent de moyens pour répondre à la demande. Un programme d'apprentissage ouvert et à distance (AOD) de l'UNESCO permet aux élèves du secondaire d'accéder au monde de l'apprentissage.

« Il nous faut sans attendre développer des services éducatifs novateurs et enrichir les méthodes d'enseignement existantes », avertit Sonia Bahri au Siège de l'UNESCO à Paris. « Atteindre les zones reculées et les quartiers défavorisés des villes est un réel défi », ajoute-t-elle. Des sites pilotes lancés en Asie, en Afrique et en Amérique latine prouvent que l'apprentissage électronique peut être un outil décisif pour vaincre ces obstacles.

En Equateur, un partenariat réunissant le Bureau de l'UNESCO à Quito, la Fundación Unidad Virtual Iberoamericana et le Programa del muchacho trabajador a donné naissance au Colegio virtual iberoamericano ([www.bachilleratovirtual.org](http://www.bachilleratovirtual.org)). Créé il y a un an, cet établissement en ligne accueille déjà 132 élèves de 15 à 45 ans, dont 61 femmes, mais ils seront 400 dès la fin 2006, grâce entre autres à des bourses de l'UNESCO et du ministère du Bien-être social. Un réseau d'« infocentres » permet aux élèves de préparer leur baccalauréat dans trois filières : sciences, informatique et promotion culturelle et sociale, auxquelles s'ajouteront, en octobre 2006, le tourisme culturel et le développement durable.

Au Kazakhstan et en Namibie, d'autres projets d'AOD de l'UNESCO ont permis de nouer des partenariats fructueux entre les gouvernements, les ressources éducatives et les ONG. Un objectif prioritaire est le remplacement des documents papier difficiles à acheminer par un système de diffusion électronique des matériels dans les centres d'apprentissage locaux. Preuve que la voie suivie est la bonne, le projet namibien vient de recevoir sa part d'une bourse de 26 millions de dollars EU décernée par la Banque africaine de développement.

**Contact : Sonia Bahri, UNESCO Paris**  
E-mail : [s.bahri@unesco.org](mailto:s.bahri@unesco.org)  
Internet : [www.unesco.org/education/stv](http://www.unesco.org/education/stv)

## L'éducation face au VIH et au sida

Les résultats de la première évaluation internationale de la capacité des secteurs de l'éducation à gérer l'impact du VIH et du sida viennent de tomber. Ce rapport, *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au sida 2004 : implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*, passe au crible les mesures prises par les ministères de l'Education et la société civile dans une centaine de pays.



Les ressources consacrées au développement de stratégies globales ont augmenté dans de nombreux ministères. Et des éléments d'éducation à la prévention du VIH et du sida ont été intégrés aux programmes primaires et secondaires dans respectivement 79 % et 89 % des pays participants.

On peut certainement mieux faire. Car si près des trois quarts des ministères disposaient de structures de gestion consacrées au VIH et au sida, un tiers seulement avaient adopté des politiques spécifiques au secteur de l'éducation. Beaucoup de pays à prévalence élevée n'apportent aucun soutien éducatif aux orphelins et aux enfants vulnérables. On met l'accent sur la prévention, au détriment de la prise en charge, des problèmes inhérents au lieu de travail ou de la gestion des effets de la maladie.

« Cette publication est un excellent repère pour juger des progrès accomplis vers une riposte globale du secteur de l'éducation »,

indique Mary Joy Pigozzi, coordinatrice mondiale de l'UNESCO pour le VIH et le sida. L'enquête a été réalisée à la demande de l'Equipe spéciale inter-agences de l'ONUSIDA sur l'éducation, qui est coordonnée par l'UNESCO.

**Contact : Justine Sass, coordinatrice, Groupe de travail inter-agences de l'ONUSIDA sur l'éducation**  
E-mail : [j.sass@unesco.org](mailto:j.sass@unesco.org)

## L'éducation des filles au Niger

Cinq petits pays d'Europe font bourse commune pour aider les filles et les femmes des villages ruraux du Niger : Andorre, Chypre, le Luxembourg, Monaco et San Marin ont créé à cette fin un fonds conjoint de 200 000 dollars EU.

Le projet s'emploie à renforcer les capacités des filles et des femmes par la scolarisation et l'alphabetisation, et à leur ouvrir les portes de l'autonomie via des activités génératrices de revenus et des campagnes de sensibilisation au respect des droits de l'homme.

« C'est un excellent exemple de partenariat entre pays », se félicite Lene Buchert depuis le Siège de l'UNESCO à Paris. « Grâce à cette coopération, on pourra atteindre un plus grand nombre de filles et de femmes et même bénéficier de l'effet multiplicateur. »

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde, depuis plus de dix ans lanterne rouge de l'Indice du développement humain du PNUD – 177<sup>e</sup> sur 177 en 2005 – avec 34 % seulement d'enfants scolarisés. Les jeunes filles et les femmes constituent les deux tiers des pauvres du pays.

**Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris**  
E-mail : [f.migeon@unesco.org](mailto:f.migeon@unesco.org)

● **L'éducation fait l'info.** Deuxième édition révisée du dossier de formation et d'information sur l'Éducation pour tous (EPT) destiné aux professionnels des médias. Pour les encourager à accorder à l'EPT toute la place qu'elle mérite. E-mail : [h.padhy@unesco.org](mailto:h.padhy@unesco.org)

● **Girls' and Women's Education in Kenya.** Pourquoi les inégalités sexuelles perdurent-elles dans l'éducation kényane ? C'est ce que tente d'analyser cette publication, qui montre que le chemin est encore long jusqu'à la réalisation de l'objectif de l'EPT visant à éliminer ces disparités et à instaurer l'égalité entre les sexes sur les bancs de l'école. E-mail : [s.nkinyangi@unesco.org](mailto:s.nkinyangi@unesco.org)



● **Projections des ressources dans le contexte de la planification du développement sectoriel de l'éducation.** Ce volume n° 10 de la collection *Politiques et stratégies d'éducation* offre un résumé des expériences et des bonnes pratiques de 26 Etats membres en matière de planification et d'exécution des politiques et des stratégies éducatives dans le contexte de l'Éducation pour tous (EPT). E-mail : [gc.chang@unesco.org](mailto:gc.chang@unesco.org)

● **Winning People's Will for Girl Child Education.** Cette publication décrit le déroulement, les résultats et les leçons tirées d'un projet mis en œuvre par l'UNESCO pour développer l'éducation des filles dans deux communautés de la vallée de Katmandou au Népal.

● **Education Through Art: Building Partnerships for Secondary Education.** Cet ouvrage examine comment l'art peut être source d'enrichissement, tant intellectuel que personnel, pour les élèves du secondaire dans différentes cultures. Il se penche aussi sur les partenariats qui peuvent se nouer entre les institutions culturelles et les établissements scolaires. E-mail : [s.bahri@unesco.org](mailto:s.bahri@unesco.org)

● **História da educação do negro e outras histórias.** Cet ouvrage en portugais apporte une lecture historique de l'exclusion des Noirs du système éducatif brésilien, ainsi que des alternatives trouvées par le mouvement social noir pour combattre cette discrimination. Internet : [www.unesco.org.br](http://www.unesco.org.br)

● **The Impact of Women Teachers on Girls' Education.** Cette brochure de sensibilisation de l'UNESCO Bangkok pose la question du recrutement des enseignantes, à partir d'études et de pratiques dans différents pays. Elle redit l'importance de la participation des femmes au corps enseignant et la nécessité d'adopter une vision élargie de l'égalité entre les sexes lorsqu'on formule des politiques et des programmes les concernant. Internet : [www.unescobkk.org](http://www.unescobkk.org)

## Directives et recommandations pour la réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable.

Ce document offre des suggestions concrètes pour réorienter la formation des enseignants dans l'optique de l'éducation pour le développement durable. Disponible aussi en anglais, arabe et chinois. E-mail : [b.combes@unesco.org](mailto:b.combes@unesco.org)



● **Mobile Learning for Expanding Educational Opportunities** examine le potentiel offert par les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour développer les possibilités d'apprentissage et accélérer le développement socioéconomique des pays dans les zones les plus reculées de la région Asie et Pacifique. Internet : [www.unescobkk.org](http://www.unescobkk.org)

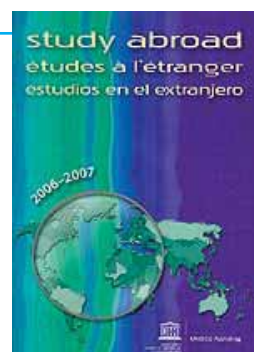
● **Starting My Own Small Business** est un programme de formation modulaire visant à aider les apprenants à développer leur esprit d'entreprise et à acquérir les connaissances nécessaires pour démarrer une petite entreprise. Il existe sous deux versions pour deux publics différents : les élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel et les apprenants du secteur non formel. Chaque programme se compose de deux éléments : le guide de l'animateur et le manuel du participant. Version française à venir. E-mail : [e.mcomish@unesco.org](mailto:e.mcomish@unesco.org)

● **Higher Education in Turkey** de Fatma Mizikaci dresse un panorama complet de la structure de l'enseignement supérieur en Turquie. Ce livre examine les modes de gouvernance et de gestion des institutions turques, décrit les changements récents et livre un diagnostic réaliste des défis qu'il reste à relever. E-mail : [publications@cepes.ro](mailto:publications@cepes.ro)

● **Inter-Agency Peace Education Programme.** Description, en seize volumes, d'un programme d'éducation à la paix et de réduction des conflits destiné aux enfants réfugiés ou rapatriés. Il est dirigé par l'UNESCO en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

● **Etudes à l'étranger 2006-2007.** La toute dernière édition du guide indispensable de l'UNESCO sur l'enseignement et la formation post-secondaires dans le monde, riche de 2 900 entrées. 22 €. Pour commander : [publishing.unesco.org](http://publishing.unesco.org)

Sauf indication contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du Service de documentation et d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO. E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org)



*L'éducation aujourd'hui* est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*. Rédaction : Anne Müller et Edna Yahil • Ont collaboré à ce numéro : Ellie Meleisea, p. 2 ; Elizabeth Elliott, pp. 4-7 ; Matthew Quigley, p. 11. Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Patricia Toïgo • Conception graphique : Pilote Corporate • Maquette : Sylvaine Baeyens • Crédits photographiques (couverture) : Berthold Egner ; UNESCO/ASPnet/Karin Hunziker ; UNESCO/Brendan O'Malley ; UNESCO/Georges Malempré ; UNESCO/Spier-Donati. ISSN 1814-3970

